

Droit de l'énergie, des infrastructures et du financement de projets

Diplôme d'université bac+5



UFR Droit et Science
Politique

Contacts, informations, inscriptions

Responsables pédagogiques :

Mathias AUDIT
*Professeur de droit privé
Codirecteur du CEDIN*

Bertrand DU MARAIS
Conseiller d'Etat

Pour toute information :

Sarah ZIANI
sziani@u-paris10.fr

Calendrier :

1 journée par semaine
(le vendredi) de janvier
à juin 2016

Durée de la formation :
130h + 8h de conférences

Lieu de la formation :
Pôle Léonard de Vinci
(La Défense)

Tarifs :

- Financé : 6.400 €
- Individuel : 3.900 €

L'énergie au sens large et le développement des infrastructures quelles qu'elles soient (routières, ferroviaires, portuaires, immobilières, etc...) constituent un enjeu majeur du point de vue économique.

Malgré la crise, le développement de ces secteurs reste soutenu d'une part, par les besoins d'investissement considérables des pays moins développés et, d'autre part, dans les pays qui le sont plus, par l'ouverture croissante à la concurrence et à l'investissement privé.

Cependant, ce domaine où se croisent des grandes disciplines juridiques comme le droit international, le droit public ou encore le droit de l'environnement et qui fait l'objet de pratiques juridiques spécifiques ne connaît, en France, aucun cursus académique. Le constat est d'autant plus frappant qu'à ce domaine particulier correspond un secteur d'activité juridique à part entière. Non seulement toutes les grandes entreprises du secteur recherchent des juristes spécialisés en ces matières, mais en outre tous les cabinets internationaux disposent d'un département appelé "projets", "grands projets", "financement de projets" voire "Energie". Ces départements traitent du montage juridique nécessaire à l'édification d'infrastructures dans des pays étrangers en matière énergétique ou non (mines, terminaux pétroliers, autoroutes, ponts, etc.). Ils établissent également le mode de financement, par l'intermédiaire du secteur bancaire privé ou des grandes institutions internationales comme la Banque mondiale. Il y a dans ces branches d'activité à la fois des droits très particuliers (droit pétrolier, droit de la régulation des marchés énergétiques mais aussi droit de l'environnement, droit de la construction ou droit de l'arbitrage) et des pratiques juridiques très spécifiques (financement de projet notamment).

L'**objectif général** de ce diplôme est donc de former des juristes de haut niveau, tant français qu'étrangers, dans ce domaine très particulier, au sein des secteurs public et privé. Il associe à une formation de base (droit international privé, droit international public, droit du contentieux international) des modules très spécifiques.

Un **partenariat** avec l'Université de Queen Mary University of London permet en outre aux stagiaires du DU de suivre à Paris un ou plusieurs cours du LLM Energy and Natural Resources Law.

Programme de la formation

Matières	Volume en h.
COURS GENERAUX	
<ul style="list-style-type: none">• Droit international des ressources naturelles	16
<ul style="list-style-type: none">• Droit des investissements internationaux	16
<ul style="list-style-type: none">• Droit des procédures de sélection (diverses procédures, rédaction des documents d'appels d'offres, etc.)	10
<ul style="list-style-type: none">• Droit des contrats internationaux (régime contractuel et rédaction)	10
<ul style="list-style-type: none">• Financement et garantie de projets	10
COURS SPECIAUX	
<ul style="list-style-type: none">• Droit pétrolier	6
<ul style="list-style-type: none">• Droit minier	6
<ul style="list-style-type: none">• Droit nucléaire	6
<ul style="list-style-type: none">• Droit de l'environnement	10
<ul style="list-style-type: none">• Régulation du marché du gaz et de l'électricité	10
<ul style="list-style-type: none">• Pratiques des grands contrats (PPP, BOT, PSA, etc.)	10
<ul style="list-style-type: none">• Pratique du droit de la construction	10
<ul style="list-style-type: none">• Montages fiscaux et grands projets	10
CONFERENCES	
<ul style="list-style-type: none">• 4 conférences thématiques :<ul style="list-style-type: none">• Retours d'expérience sur un montage juridique en particulier par un acteur (avocat-conseil, juriste d'entreprise, etc.) ;• Interventions de responsables de la Banque mondiale ou de l'Agence française de développement ;• Présentations par un ingénieur ou un économiste de l'évolution du marché de l'énergie ;• Etc.	8

Equipe pédagogique

- Mathias AUDIT, *Professeur de droit privé à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense*
- Régis BISMUTH, *Professeur de droit public à l'Université de Poitiers*
- Bertrand DU MARAIS, *Conseiller d'Etat*
- Adrien FOURMON, *Avocat à la Cour, Cabinet Huglo Lepage*
- Louis-Christophe DELANOY, *Senior counsel, Bredin Prat*
- Laurence FOLLIOU LALLIOT, *Professeur de droit public à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense*
- Marie-Axelle GAUTIER, *Pôle Droit public/Droit minier, Direction Juridique Groupe ERAMET*
- Hervé ISRAËL, *Avocat associé DLA Piper, professeur associé à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense*
- Christophe LE BERRE, *Maître de conférences en Droit public à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense*
- Jean-Baptiste MOREL, *Responsable du département Droit Public, Direction Juridique d'ERDF*
- Brahim MOUELHI, *Directeur Juridique SCDM ENERGIE*
- Gilles MUGNIER, *SNCF Directeur juridique groupe développement international*
- Achille NGWANZA, *Docteur en droit, Consultant en droit des ressources naturelles*
- François-Xavier VELAZQUEZ, *General counsel, Bouygues Energies & Services*
- Roland TRICOT, *Principal Administrator, COJUR/CAHDI Representative, European Commission*

Condition et procédure d'admission

Conditions

Pour l'ensemble des candidats, un niveau bac+4 ou équivalent est requis.

Pour les professionnels en formation continue, une expérience requise dans un cabinet d'avocat ou dans une entreprise du secteur est exigée.

Prérequis : connaissances en droit international privé, en droit international public et en droit public économique.

La maîtrise de la langue anglaise est également importante.

Procédure

L'inscription au DU de droit de l'énergie des infrastructures et du financement de projets doit être opérée sur le site SESAME avant le 10 novembre 2015 : <https://sesame.u-paris10.fr/Candidat/>

Étapes nécessaires à l'inscription sur SESAME :

- **Cocher** : Reprise d'études
- **Puis cocher** : Financées
- **Puis cocher** : Bac + 4 ou + 5
- **Puis cocher** : Formation générale
- **Puis cocher Discipline** : Droit
- **Puis cocher Grade** : Master
- **Puis choisir** : DU Droit de l'énergie dans le menu déroulant (dernier de la liste).

Attention : toute interruption implique de tout recommencer depuis le début.

La version papier du dossier d'inscription doit ensuite être adressée sous 10 jours.

Tous les candidats admissibles seront reçus en entretien (acquis universitaires, expérience professionnelle, motivation) aux fins de leur admission définitive.

Partenariat avec Queen Mary University in Paris

University of London's [Centre for Commercial Law Studies](#) (CCLS) will be launching an LLM specialism in Energy and Natural Resources Law in Paris in 2016. Building on the success of the Energy and Natural Resources Law LLM programme in London, CCLS will offer a range of energy law related modules at its Paris premises. Each module will be available as a short-course option, suitable for working professionals. **All modules are taught in English.**

Working in conjunction with the University of Paris Ouest Nanterre La Défense, we are pleased to offer participants of the *DU Droit de l'énergie des infrastructures et du financement de projets* the opportunity to study these short-course modules with CCLS as an optional extra to complement their DU studies.

Participants can choose from:

- International Energy Transactions (Autumn 2016)
- International Arbitration and Energy (Autumn 2016)
- International and Comparative Petroleum Law and Contracts (Spring 2016)
- International Regulation and Governance of Energy (Spring 2016)
- Mining and Natural Resources Law (Autumn 2016)

Full module details are available [here](#). Participants receive an "attestation de présence" on completion of the module(s).

All classes take place in Paris at the University of London Institute in Paris, 9-11 rue de Constantine, 75007 Paris.

Short course fees are: €1,800.

For further information and/or to register your interest in taking a short course, please contact llm-paris@qmul.ac.uk. Please visit: www.law.qmul.ac.uk/postgraduate/llmparis.